FÉDÉRATION DES FINANCES

FLASH INFOS

02 - 2018

JEUDI 22 MARS

Tous en grève et dans les manifestations

En à peine neuf mois, le tourbillon des décisions gouvernementales a un axe central : une attaque frontale contre le Statut de la Fonction Publique et les fonctionnaires.

Par vagues successives, les annonces sont venues remettre en question les droits et acquis des agents de la Fonction Publique et aggraver le pouvoir d'achat des actifs et des pensionnés :

Première vague : Été – automne 2017

- **Gel de la valeur du point d'indice,**
- **Instauration d'un jour de carence,**
- **Hausse de la CSG de 1,7%**
- **Suppression de 1 600 emplois,**
- **Report de la revalorisation de la grille indiciaire prévue dans PPCR.**

Les ministres de Bercy ont été des acteurs zélés de cette politique en la marquant de leur empreinte :

- **En étant les plus importants contributeurs en matière de suppressions d'emplois dans la Fonction Publique de l'État,**
- **En supprimant tout plan ministériel de qualification, une première depuis 1990.**

Deuxième vague : Comité Interministériel du 1er février 2018

- **Amplification de la rémunération au mérite,**
- **Recours massif aux contractuels en lieu et place des emplois de titulaires,**
- **Mobilité forcée dans la Fonction Publique ou le privé avec plan de départ volontaire,**
- **Disparition d'instances du dialogue social sur le modèle de la Loi travail.**

Une troisième vague est attendue fin mars – début avril, avec les conclusions d'Action Publique 2022, dont l'objectif est clairement affiché par le Premier Ministre:

- **Supprimer 50 000 emplois dans la Fonction Publique de l'État,**
- **Économiser 4 milliards d'euros de dépenses publiques,**
- **Abandonner des pans entiers de missions en les déléguant ou les transférant au privé.**

Tout laisse à craindre que les directions de Bercy, sans exception, soient très largement impactées par les restructurations à venir.

Face à cette politique, de nombreux secteurs se sont mis dans l'action, comme les pénitentiaires, les EPHAD, les hôpitaux.

Le 10 octobre dernier, Bercy a connu le taux de grévistes le plus important de la Fonction Publique de l'État, preuve de la spécificité du malaise social dans nos ministères.

Depuis, de nombreux départements ont connu des actions importantes pour protester contre la destruction du service public économique et financier.
Les élus locaux et les populations ont très largement soutenus ces actions pour un service public sur l'ensemble du territoire.
Le leurre d'une administration tout numérique écarte du service public nombre de citoyens.

Face à toutes ces attaques,
la riposte est plus que jamais nécessaire :

Pour les missions, l'emploi, les carrières, le pouvoir d'achat

Pour un service public républicain au bénéfice de tous les citoyens

MOBILISATION GÉNÉRALE LE 22 MARS

FO
FÉDÉRATION
DES FINANCES